

PCF

Parti
Communiste
Français

L'Humain d'abord

Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 29 décembre 2014 au 11 janvier 2015 – n°166

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Lettre au Père Noël

Cher Père Noël,

cela fait bien longtemps que je ne t'avais pas écrit. Je sais que tu as beaucoup à faire pour satisfaire les tenants de la sur-consommation qui préfèrent l'avoir à l'être... au point d'avoir déjà revendu les cadeaux que tu leur a offerts...

Pour ma part, je m'étais adressé à un Père François, mais ce dernier a préféré tout donner à un autre Pierre, Pierre G. que je ne te recommanderai pas car cet enfant très gâté qui non content de bénéficier de l'héritage de papa et des cadeaux par milliards n'est pas sage : il préfère, et de loin, la débauche à l'embauche.

Je t'écris non pour moi, mais pour quelques millions personnes qui n'ont que de l'argent, mais sont totalement dépourvues de cœur, pour que tu leur donnes le pouvoir d'aimer l'Autre. Toi seul peut le faire pour :

- ces enragés des crèches dans les mairies, qui n'auraient certainement pas apprécié que l'on mette la photo du Président Hollande dans une église, et qui croient que la crèche a pour rôle de rendre hommage aux bœufs et aux ânes. Il faudrait leur faire relire le témoignage de l'homme qui est dans le berceau de paille : ce lointain précurseur du communisme le plus pur nourrissait les pauvres, quel que soit leur pays d'origine, chassait les marchands du temple, pardonnait aux personnes pécheresses, appelait à l'amour de son prochain, au pardon...

- ces con-sommateurs, qui ont besoin d'esclaves 7 jours sur 7 et 24H sur 24, pour leur fournir immédiatement la 25^e bouteille de parfum ou leur 48^e tournevis, qui dormira ensuite à côté de ses congénères avant d'être jeté négligemment ou, pire, qui préfèrent éduquer leurs enfants au temple de la conso plutôt que les musées, les cinémas ou ... les grands-parents !

- ces propagandistes, des média ou de la politique, qui pour couvrir les détournements par milliards au profit des riches, s'acharnent à stigmatiser les jeunes, les chômeurs, les fonctionnaires, les étrangers, les homosexuels, ... et aussi ceux qui cherchent à améliorer la vie des plus démunis : les communistes, les syndicalistes, les droitdelhommistes...

- ces gens qui apportent leur soutien aux nostalgiques du Troisième Reich, des massacres et de la torture lors des guerres coloniales, soit parce qu'ils ont tout et sont blasés, soit parce qu'ils ont rien ou trop peu et qu'ils se trouvent en communion avec les premiers pour se repaître de la souffrance des gens qu'ils n'aiment pas. Beaucoup votent pour le Front de la haine, mais certains assouviennent leurs haines dans des partis démocratiques, y compris de gauche...

Comme tu le vois, la tâche qui t'incombe est immense.

Pour ma part, je promets de t'aider en essayant de fournir au plus grand nombre des éléments pour développer l'intelligence en rappelant inlassablement que 2015 qui s'annonce fêtera les 70 ans de la défaite de la Haine et la mise en place des Jours Heureux. Je le ferai notamment avec les PCF de Pierre Laurent et le journal l'Humanité, avec la CGT, avec le Collectif Roms et le Collectif Palestine d'Annecy, ... tous les constructeurs et soutiens d'un monde meilleur à qui je présente mes meilleurs vœux. **P. Boukhalfa**

SOMMAIRE

P1 Édito-Sommaire

P2 **Agenda** ; A voir ou revoir sur l'internet ; Pétitions en ligne ; Huma Dimanche du 24 décembre

P3 **Attentat au Pakistan** : une indicible horreur ; **Retraite à 64 ans** : une trahison abyssale des valeurs de gauche (Olivier Dartigolles) ; **Éric Zemmour**, l'incarnation de la pensée raciste et xénophobe ; **Législatives/Japon** : Le PCF salue les progrès du Parti Communiste Japonais

P4 **Cuba / États-Unis** : Une nouvelle étape s'ouvre ; **Marée noire au Bangladesh** : « rompre le silence et agir avec urgence » ; **Villejuif/Place Georges Marchais** : "bêtise et anticommunisme primaire" ; **Gabon** : le PCF inquiet devant les méthodes du régime gabonais

P5 **Chômage** : François Hollande et le gouvernement doivent rendre des comptes (Olivier Dartigolles) ; **Décès de Simone Rossignol** : « Un femme d'engagements et de passions » ; **Grèce** : une nouvelle ère est à portée de main (Pierre Laurent) ; **Pinar Selik** : « son acquittement n'est que justice » (Laurence Cohen)

P6 **Deux difficultés, deux dogmes et deux leviers d'action pour les conjurer**

P7 **Grèce : le tournant anti-austérité ?**

P8-9 **Déclaration du Front de gauche sur les élections départementales**

P9 **Lettre ouverte pour les salariés du 57 Bd de Strasbourg** : Nous exigeons l'application de la Loi ! ; **Coups de gueule de Marie-George Buffet et Patrick Le Hyaric**

P10 **Congrès du MJCF** : Combats le capitalisme, construis ton avenir! ; 70 millions d'euros pour l'Enseignement Supérieur et la Recherche : une première victoire !

P11 **Le travail du dimanche** : un danger pour les jeunes ! ; **Le Parlement européen se prononce pour un État palestinien** ; A lire

P12 **Le conseiller général de Cany-Barville quitte le PS pour le PCF** ; A lire ; **Effondrement du rouble** : Les communistes russes (KPRF) dénoncent les politiques "du crétinisme libéral" ; **Aidons l'Huma**

Agenda

Le lundi à 17H30 réunion collectif Roms

Chaque mardi de 17h à 21h Rue du Travail à Annecy
Rencontres sur le terrain des Incroyables Comestibles :
visite du jardin, apéritif dans le salon d'extérieur, projection
de films. Échanges sur nos points de vue et sur nos vies !

Chaque Mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de
Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce
quai illégalement privatisé par quelques-uns

Mercredi 31 décembre à partir de 20h30 Chambéry
Parc Des Expositions LE JOURNAL LES ALLOBROGES
SAVOYARDS ORGANISE LE RÉVEILLON DANSANT.
Réservation et vente Bar le Nivolet 55 Place de la
gare - Chambéry 06.28.32.63.58 04.79.69.42.69

Réveillon de la St-Sylvestre

100%
dansant

avec **Alain MUSICHINI**
et son orchestre Le N° 1 des orchestres musette français

Mercredi 31 PARC DES EXPOSITIONS
Salle des Conventions
décembre 2014
CHAMBÉRY
Organisé par Les Allobroges Savoyards

Menu

Foie gras de canard maison
Brioche chaude
Garniture fruitée
Gelée au Sauternes

Tournedos rôti
Fondant de pomme de terre
aux noisettes
Champignons persillés

Trésor des Alpes
sur son lit de roquette

Charlotte aux fruits
Crème vanillée

Café

Gratinée à l'oignon

**ENTRÉE
et REPAS**
à partir de 20h30
La carte : 63 €

**ENTRÉE
SANS REPAS**
à partir de 22h30
La carte : 33 €
Gratinée
comprise

RÉSERVATION ET VENTE

Bar Le Nivolet 04 79 69 42 69
55 place de la Gare - Chambéry
06 28 32 63 58 / 06 73 87 63 86
04 79 69 42 69

RÉSERVATION OBLIGATOIRE

Aucune vente sur place

Service assuré par des professionnels - Parking gardé

Vendredi 2 janvier Réunion Chaîne Humaine contre les
haines

Lundi 5 janvier Réunion Collectif Palestine Annecy

Mardi 6 janvier 19h réunion Les Amis de la Terre 74

Repaire là-bas si j'y suis bar chez Lulu Cervens

Mercredi 7 janvier Repaire là-bas si j'y suis Le Dersim
Meythet

Jeudi 8 janvier Réunion Chaîne Humaine contre les haines

Vendredi 9 Janvier 18h30 à l'Agora Assemblée Générale et
Apéritif Dînatoire Université Populaire Canton Bonneville

Samedi 10 janvier Action Collectif Palestine Annecy

Stand nucléaire Les Amis de la Terre 74

A voir ou revoir sur l'internet

En 2015, changeons la politique, les vœux du PCF
http://www.dailymotion.com/video/x2df8h5_en-2015-changeons-la-politique_news

Parvis débaptisé de Villejuif : le combat d'Olivier Marchais
<https://www.youtube.com/watch?v=8lPrv-54jNg>
"La gauche" de Bernard Guetta et le "parasitage" de Martine
Aubry, deux sujets qui ont interpellé Maurice Ulrich, journaliste à
l'Humanité. Voici donc le "grain de sable" de la semaine !
<https://www.youtube.com/channel/UCar0yo-PpeMk51m116826pQ>

Pierre Laurent sur Europe 1, 13/12 : "Il faut que la CGT sorte
de la crise"

http://www.dailymotion.com/video/x2cgo3b_pierre-laurent-sur-l-affaire-le-paon-il-faut-que-la-cgt-sort-de-la-crise_news

Pierre Laurent (PCF) invité du Grand Jury RTL 7/12 :
http://www.dailymotion.com/video/x2c18n0_manuel-valls-est-face-a-son-echec-selon-pierre-laurent_news

Pierre Laurent dans le Grand Jury RTL 7/12, deuxième partie
http://www.dailymotion.com/video/x2c18tc_pierre-laurent-dans-le-grand-jury-deuxieme-partie_news

Le hold-up démocratique
http://www.dailymotion.com/video/x2a077c_ep-25-le-hold-up-democratique_news

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.
<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

Pétitions en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose :
celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Pétition de l'Huma pour une protection internationale du peuple
palestinien : <http://www.humanite.fr/petition-notre-appel-pressant-pour-une-protection-internationale-du-peuple-palestinien-547823>

Pour la dissolution administrative de la Ligue de Défense Juive :
<http://dissolutiondelaldj.wesign.it/fr>

PÉTITION ANTI TAFTA <https://www.collectifstoftafta.org>



TOUTE L'ANNÉE 2014



Attentat au Pakistan : une indicible horreur

Une indicible horreur nous étreint à la nouvelle de l'attaque sanglante contre ce lycée de Peshawar perpétrée par des membres du groupe Tehrik-e-Taliban-Pakistan. La vie de près de 150 personnes, dont celle de 132 enfants, vient d'être fauchée dans cet acte stupidement monstrueux au nom d'une vision si obscurantiste de la religion, dans cette même ligne qui coûta tant de douleur à Malala Yousafzai justement honorée du récent prix Nobel pour son courage et son engagement, en un symbole puissant pour tous les enfants du Pakistan et du monde entier.

Notre condamnation d'un tel acte est totale. Nous présentons aux familles des victimes toutes nos condoléances et les assurons de notre compassion. Nous serons aux côtés du peuple pakistanais dans sa recherche nécessaire d'une réconciliation politique permettant le juste développement de toutes et tous ses citoyens.

Nous appelons tous les citoyens, militants à participer partout à toutes les cérémonies du souvenir.

Retraite à 64 ans : une trahison abyssale des valeurs de gauche (Olivier Dartigolles)

Alors que François Hollande tente désespérément de renouer le dialogue avec les femmes et les hommes de gauche, le ministre du Travail vient, en trois mots, de rappeler la réalité de ce pouvoir. "S'il le faut" dit François Rebsamen, le gouvernement allongera la durée des cotisations pour la retraite. "S'il le faut", voilà le condensé d'un renoncement complet, d'une pensée en manque d'imaginaire et d'idées neuves, d'un alignement sur la droite et le MEDEF, d'une trahison abyssale des valeurs et des combats de gauche. "S'il le faut", on sent bien François Rebsamen allant plus loin encore. Macron et sa loi de déréglementation y travaille avec enthousiasme.



Le retour à une retraite à 60 ans, acquis historique de la gauche, est plus que jamais nécessaire.

Il passe par une cotisation sur les revenus financiers des entreprises et des banques au même taux que la cotisation sociale patronale assise sur les salaires. Tout le contraire de la politique actuelle du gouvernement.

Éric Zemmour, l'incarnation de la pensée raciste et xénophobe

Éric Zemmour s'est encore répandu dans les médias. Le quotidien est cette fois-ci italien « Corriere della sera », certainement pour échapper aux poursuites judiciaires pour incitation à la haine raciale.

Invité sur toutes les ondes, Éric Zemmour est le plus grand propagandiste de la théorie d'extrême droite du grand remplacement. Islamophobe confirmé, il théorise sur l'impossible mélange entre français et arabes, compare l'immigration à l'invasion allemande pendant la guerre, et affirme, pour justifier la déportation de musulmans que la « situation d'un peuple dans le peuple, des musulmans dans le peuple français, nous conduira au chaos et à la guerre civile ».

Le racisme n'est pas une opinion mais un délit.

Quelle différence entre Éric Zemmour et le sulfureux Bloc Identitaire avec lequel même Marine Le Pen refuse de s'afficher officiellement ? Quelle différence entre Éric Zemmour qui veut déporter les musulmans et le député maire d'extrême droite Jacques Bompard qui déclarait récemment aux assises de la remigration du Bloc Identitaire, militer pour "encourager le départ de ceux qui polluent notre société".

Il semble malheureusement qu'il n'y ait guère de différences entre ces idéologues de l'extrême droite dure interdits d'antenne et Éric Zemmour dont les médias ont assuré la promotion du livre "Le suicide français".

Face à cette normalisation, autant inquiétante que scandaleuse, de la pensée raciste et xénophobe incarnée par Éric Zemmour, le PCF appelle au sursaut.

Fabienne Haloui, Responsable de la Commission "Lutte contre le Racisme et pour l'égalité des droits" au PCF

Législatives/Japon : Le PCF salue les progrès du Parti Communiste Japonais

En provoquant des élections législatives décidées le 18 novembre pour le 14 décembre, le premier ministre conservateur Shinzo Abe espérait couper court au débat sur sa politique. Il a réussi son coup de force, faisant passer l'abstention de 40 à 47 %. Il ressort renforcé de cette élection et remporte avec son allié centriste « Le Komeito », 325 sièges sur les 475 de la chambre basse, avec le projet d'aller plus loin dans sa politique des « abenomics » et de rogner encore sur le pouvoir d'achat des Japonais.

Dans ce contexte difficile, le PCJ est la formation qui progresse le plus, remportant 21 sièges contre 8 en 2012. Alors que Shinzo Abe a d'ores et déjà promis une nouvelle hausse de la TVA en 2017, et qu'il prépare un recul historique de la constitution pacifique du Japon, le PCJ apparaît aujourd'hui comme la force d'opposition déterminée à résister au côté du peuple japonais, mais également en mesure de proposer des mesures alternatives, comme la proposition d'une fiscalité progressive que le PCJ oppose à la hausse de la TVA.

Le PCF félicite chaleureusement le Parti Communiste Japonais et son président, Shii Kazuo, pour ce résultat qui confirme et amplifie les progrès des dernières élections municipales et sénatoriales.

Japanese
Communist
Party



日本共産党

Cuba / États-Unis : Une nouvelle étape s'ouvre

La reprise des relations diplomatiques entre les États-Unis et Cuba est un tournant historique qui peut permettre de mettre fin à un demi-siècle de politiques agressives mises en place par Washington pour mettre à bas la volonté d'indépendance du peuple cubain. D'autres pas de la part des États-Unis seront nécessaires pour mettre fin une fois pour toutes au blocus inhumain qui a causé tant de dommages au développement de Cuba.

C'est la victoire du peuple cubain qui a toujours résisté avec dignité à la volonté de domination états-unienne et la victoire de tous les peuples du continent qui ont consolidé leur coopération et leur solidarité grâce à la création de nouvelles institutions d'intégration de l'Amérique latine dont Cuba est un acteur incontournable.

Le PCF rend hommage au peuple cubain, à sa Révolution et salue avec joie la libération des trois des cinq Cubains qui restaient prisonniers aux États-Unis. Il s'agit d'une excellente nouvelle pour leurs familles, pour le peuple cubain et pour tous ceux qui se sont mobilisés pour leur libération durant les longues années de captivité des 5 révolutionnaires cubains.

Le PCF restera solidaire du peuple cubain dans la nouvelle étape qui s'ouvre et qui doit déboucher au plus tôt sur la levée totale de l'embargo illégal et illégitime que les États-Unis lui ont imposé pendant 54 ans.

Marée noire au Bangladesh : « rompre le silence et agir avec urgence »

Nous apprenons qu'une catastrophe environnementale et humaine se déroule actuellement au Bangladesh : une marée noire est en train de détruire la plus grande forêt de mangroves du monde dont 200 000 personnes, souvent très pauvres, dépendent pour leur nourriture. Située dans le Sundarbans, dans le delta du Gange, ce sont déjà près de 50km² qui sont recouverts par les 350 000 litres de pétrole qui se sont échappés lors d'une collision entre deux bateaux.

Sur place, on assiste à des scènes irréelles où, livrés à eux-mêmes, les Bangladais tentent seuls de lutter contre la marée noire, armés de pelles et de filets de pêche. Le pétrolier quant à lui se contente de racheter aux Bangladais le pétrole qu'ils ramassent : le cynisme et la cupidité atteignent ici leur paroxysme. Aussi, au-delà du drame humain ce sont aussi près de 260 espèces d'oiseaux, des espèces déjà menacées, comme le tigre du Bengale, le crocodile marin ou le python indien qui sont directement mis en danger dans une forêt classée au Patrimoine mondial de l'UNESCO.

Le PCF déplore que cette catastrophe, touchant un pays pauvre, ne provoque pas de réactions à la hauteur du drame. 30 ans après la catastrophe de Bhopal presque jour pour jour, c'est encore la préservation des profits qui passe avant la protection de l'environnement et des populations qui y vivent. Ces populations sont victimes d'une double injustice : la pauvreté qui les rend très vulnérables pour faire face à de tels événements et l'indifférence générale de la communauté internationale.

Au contraire, des moyens d'urgence pour enrayer cette pollution devraient être débloqués dès maintenant, et, à plus long terme, devrait être instaurée une solidarité internationale pour permettre à ces pays de sécuriser leurs moyens de transports de combustibles et pouvoir se doter d'une législation environnementale du même niveau que celle des pays riches.

Villejuif/Place Georges Marchais : "bêtise et anticommunisme primaire"

Le maire UMP de Villejuif et sa majorité contre nature souhaite débaptiser la Place Georges Marchais qui se trouve au « centre international campus Cancer ». Alors que Georges Marchais a été député de Villejuif pendant 24 ans, le nouveau maire veut aujourd'hui gommer toute trace de l'histoire singulière de cette ville de banlieue.

George Marchais fut également le secrétaire national du PCF, une des grandes figures de la vie politique française. Son engagement pour la recherche médicale et la recherche contre le cancer a toujours été reconnue à sa juste valeur. Quand Claudine Cordillot, ancienne maire de la commune avait baptisé la place Georges Marchais en présence de la famille, des médecins et hospitaliers, de la population, elle l'avait fait dans un esprit de rassemblement et de reconnaissance à la mémoire d'un grand élu voué à servir la population. La décision du maire actuel et de son équipe municipale ne cherche qu'à provoquer, à faire du mal et à diviser la population.

Les masques tombent enfin. Le ciment de cette municipalité est son anticommunisme primaire digne des pires heures la guerre froide. Face à tant de bêtise, nous faisons confiance aux habitants pour ne pas tomber dans la provocation de la haine. Nous invitons les élus du conseil municipal à revoir leur position et à respecter l'Histoire locale de leur ville. Nous les invitons surtout à s'occuper des véritables préoccupations de leurs concitoyens, en donnant par exemple les moyens financiers au centre communal de santé de pratiquer la médecine pour tous.

Gabon : le PCF inquiet devant les méthodes du régime gabonais

Le mécontentement s'étend au Gabon. Malgré la répression, les manœuvres et les intimidations, une grande partie de la population exprime de plus en plus ouvertement son ras-le-bol face au régime autocratique d'Ali Bongo. Un mois et demi après la chute de Blaise Compaoré au Burkina Faso, la fébrilité est de mise pour le gouvernement gabonais confronté à une grave crise politique. Les arrestations se multiplient, des étudiants sont enlevés, les médias sont tenus d'une main de fer.

La mobilisation du 20 décembre organisée par la société civile et l'opposition ne doit pas servir de prétexte à des provocations et des représailles de la part du pouvoir.

Les partis politiques de l'opposition, les syndicats, les ONG et associations portent des revendications légitimes. Ils dénoncent une paupérisation grandissante conjuguée à une corruption engendrée par l'oligarchie liée au clan présidentiel.

Ce pays débordant de richesses dispose des moyens de répondre aux besoins fondamentaux de la population. Mais ce n'est pas le cas. 47 ans de dictature bongoïste ont produit une société fortement inégalitaire. La misère côtoie les richesses les plus insolentes. Les infrastructures, universités, hôpitaux sont dans un état de délabrement indigne au vu de la manne pétrolière. Ce n'est pas la chute récente du prix du baril qui explique cette situation.

L'accaparement des richesses par une oligarchie et la violence du pouvoir compromettent l'avenir même du pays. Cette page doit être tournée. En cela, le Gabon est à la croisée des chemins.

Le PCF fait part de sa grande inquiétude devant les méthodes employées par le régime gabonais. La répression face aux mouvements de protestation initiés par la société civile, les syndicats et l'opposition politique est inacceptable.

Le gouvernement de la France doit agir pour empêcher les provocations et violences provenant des autorités gabonaises et permettre la libre expression de l'opposition et de la société civile.

Parti Communiste Français, Paris, le 21 décembre 2014.

Chômage : François Hollande et le gouvernement doivent rendre des comptes (Olivier Dartigolles)

Il y a tout juste un an, la parole présidentielle évoquait toujours une "inversion de la courbe du chômage" puis cet objectif a disparu pour être remplacé par un "pacte de responsabilité" qui n'a produit aucun effet sur la croissance et l'emploi. Aujourd'hui, depuis Saint-Pierre et Miquelon, François Hollande parle de 2017 avec une forme de prise de distance face à la réalité d'un pays qui souffre et qui, mois après mois, atteint des records historiques en nombre de chômeurs : ce mois-ci, 27 400 chômeurs de plus sont à compter, soit une hausse de 0,8%. Triste record que celui de l'année qui vient de s'écouler avec une hausse de 5,4%.

Un nombre considérable de familles passeront ces fêtes de fin d'année avec la peur au ventre, la crainte des prochaines semaines, des prochains mois.

François Hollande et le gouvernement ont des comptes à rendre sur le chômage. Les choix politiques pris depuis le printemps 2012 se traduisent par un échec complet. Plutôt que d'en tirer les conclusions et de changer de politique, la prochaine Loi Macron propose une nouvelle dérégulation du marché du travail, une facilité supplémentaire accordée au patronat pour licencier.

L'année 2015 doit permettre la construction de convergences politiques et sociales fortes et larges pour mettre en échec la Loi Macron et proposer de vraies solutions car il n'y a aucune fatalité à un tel niveau de chômage qui n'est que le résultat des politiques d'austérité en France et en Europe.

Décès de Simone Rossignol : « Un femme d'engagements et de passions »

Nous avons la douleur d'apprendre le décès de notre camarade Simone Rossignol, ancienne maire de Bègles.

Simone était une femme d'engagements et de passions, attachée à la justice, à la paix et à la fraternité. Son engagement a d'abord été un engagement pour sa ville ouvrière de Bègles pour laquelle elle fut conseillère municipale dès la Libération. Aux côtés de militants communistes, socialistes, chrétiens et de tous horizons, elle a participé à la reconstruction de cette ville minée par la guerre et endeuillée par ceux que la Gestapo et la police française avaient fusillés à Souge ou envoyés en déportation. Parmi ceux là, il y avait son frère Georges et son père.

Ses engagements avaient débuté avec l'Union des Femmes Françaises (UFF) avec laquelle, dans son quartier de Birambits, elle avait organisé la solidarité pour les enfants de la République espagnole. Puis, dans les années 1950, c'est auprès des femmes des cheminots en grève qu'elle mène des combats marquants. C'est d'ailleurs au contact du syndicat CGT des Cheminots qu'elle fera la rencontre de son second mari, Georges Rossignol, résistant lui aussi et figure marquante du syndicalisme en Gironde.

Auprès du maire René Duhourquet, elle met sa détermination au service de la commune en tant qu'adjointe puis, en qualité de maire, de 1971 à 1984. Elle fut ainsi la première femme maire de l'agglomération bordelaise.

Lucide sur son parcours, elle était fière des réalisations de cette municipalité communiste, notamment en matière de logement, d'équipements pour la petite enfance et les personnes âgées et d'équipements culturels et sportifs. Le sport, qui comptait au nombre des passions familiales héritée de son père rugbyman et transmise à ses enfants et petits-enfants.

Dans ce domaine comme dans d'autres, elle combattait la mainmise de l'argent-roi. C'est ainsi qu'elle avait conclu son livre-mémoire paru en 2008 par cette phrase : « Je fais confiance aux jeunes et je suis sûre que dans l'union et la lutte ils trouveront des solutions pour empêcher les tenants de l'argent de continuer à nuire ». Forts de l'expérience d'une si grande femme, les communistes girondins et béglais sont décidés à poursuivre dans cette voie, avec le même esprit de résistance, le même souci du rassemblement et le même espoir de justice. Et c'est une grande peine qu'ils partagent aujourd'hui avec sa famille et tous ceux qui ont eu le bonheur et l'honneur de la connaître et la côtoyer.

Nous adressons à ses enfants et petits enfants, à l'ensemble de sa famille nos sincères et fraternelles condoléances.



Grèce : une nouvelle ère est à portée de main (Pierre Laurent)

Malgré les pressions, le Parlement grec confirme pour la 3e fois son refus d'élire Dimas, le candidat de la coalition gouvernementale, à l'élection présidentielle. C'est une victoire contre l'austérité et une sanction bien méritée pour Nouvelle Démocratie et le Pasok. Les élections législatives sont convoquées pour le 25 janvier.

Une nouvelle ère pour le peuple grec et pour l'Europe est à portée de main. Syriza, dont le programme répond aux urgences sociales et formule des propositions pour redresser le pays, est en tête de tous les sondages. Sa victoire, que je souhaite ardemment, serait non seulement un espoir mais aussi la première pierre d'une solution commune et de progrès pour tous les européens qui souffrent. Dans la gauche européenne réside l'issue positive à la crise en Europe.

Je souhaite un plein succès à mon ami Alexis Tsipras et à Syriza. Jusqu'aux élections, le PCF informera les français et combattra les pressions sur le peuple grec d'où qu'elles viennent. Le peuple grec est adulte et indépendant, il doit décider librement de son avenir.

Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, président du PGE

Pinar Selek : « son acquittement n'est que justice » (Laurence Cohen)



Je me réjouis en mon nom personnel, et au nom du Parti Communiste Français, de la décision d'acquittement de Pinar Selek, rendu ce jour par la 15ème Cour Pénale d'Istanbul. Cet acquittement n'est que justice.

Après un énième procès, il ressort une nouvelle fois que Pinar Selek n'est pas coupable des faits qui lui sont reprochés.

Elle a payé durant des années le prix de son engagement féministe dans un pays où les droits des femmes régressent.

Depuis le début de cet acharnement judiciaire, le PCF soutient Pinar Selek pour qu'elle retrouve la liberté. C'est donc avec une très grande joie que nous accueillons cette nouvelle, tant attendue.

Deux difficultés, deux dogmes et deux leviers d'action pour les conjurer

A - Deux éléments fondamentaux sont au cœur des difficultés actuelles :

1- Un déficit de demande et un risque de déflation :

Au cœur on retrouve ce fait que, avec les nouvelles technologies de la révolution informationnelles, très économes en travail, les investissements visant la rentabilité financière détruisent beaucoup plus d'emplois qu'ils ne permettent d'en créer. Avec le chômage massif croissant, cela engendre une pression permanente sur les revenus salariaux et, donc, sur la demande. Les politiques d'austérité accentuent très gravement ces phénomènes. D'où une intensification de la guerre concurrentielle sur des débouchés insuffisants avec une pression à la baisse des prix. Cela débouche aujourd'hui sur des risques de déflation.

2- Monnaie et crédit vont à la finance, contre l'emploi et la croissance réelle:

Pour conjurer le risque de krach financier dû à la faiblesse de la croissance réelle alors que fait rage la croissance financière des capitaux, de gigantesques masses de fonds d'État et de monnaie créée par les banques centrales sont allouées pour empêcher cet effondrement. Tout cet argent accordé aux banques et institutions financières ne s'accompagne d'aucun changement des règles et des critères du crédit. Alors qu'il pourrait servir à faire repartir la machine économique s'il était bien utilisé, cet argent ne sert qu'à alimenter d'énormes bulles financières et immobilières préparant de nouveaux krachs.

B - Deux dogmes sont mis en avant pour faire se résigner les salariés et les populations à ces cercles vicieux d'enfoncement dans les difficultés:

1- Face à la concurrence internationale, l'emploi dépend de la compétitivité laquelle, pour être relevé, nécessite des baisses continues du « coût du travail » (salaires+charges sociales) ;

2- Face à la dictature des marchés financiers, si l'on veut sauver notre modèle social, il faut diminuer la dette publique et, donc, baisser les dépenses publiques.

Il faut riposter à ces deux arguments :

► En baissant le « coût du travail » on accentue l'insuffisance de la demande et, en même temps, on ajoute à l'insuffisance de formation et de qualifications. On déprime donc la productivité et l'offre productive.

► En diminuant les dépenses publiques de santé, d'éducation, de recherche, de logement social, de transports... bref les dépenses de services publics, au nom de la lutte contre les déficits et dette publics, on accentue la faiblesse de la demande intérieure en France. Cela tend, du même coup, à déprimer encore plus la productivité globale et l'efficacité économique. Enfin, cela diminue les recettes publiques, ce qui ne conduit qu'à perpétuer les déficits et dettes publics.

► Simultanément le coût du capital financier (dividendes et des intérêts versés par les entreprises) prolifère comme un cancer en France.

D'après l'INSEE, cela représente un prélèvement de 298,6 milliards d'euros sur les «entreprises non financières» en 2012, soit 30 % de leur valeur ajoutée ! C'est le double de leurs cotisations sociales effectives (157,9 milliards d'euros). C'est même bien supérieur à leurs dépenses d'investissement matériel (197,4 milliards d'euros) !

Plus on s'acharne à baisser le « coût du travail » au nom de la compétitivité et plus on accentue l'insuffisance de la demande et des qualifications, encourageant les délocalisations et l'inflation des coûts du capital.

C'est simple, selon l'ACOSS1, l'État a déboursé, au nom de l'aide à l'emploi et du soutien de la compétitivité, 325 milliards d'euros au titre des exonérations de cotisations sociales patronales entre 1992 et 2012... On voit où nous en sommes aujourd'hui !

1 Agence centrale des organismes de sécurité sociale

C - Changer de logiciel en utilisant deux leviers d'action :

1- Contre l'insuffisance de la demande, une politique expansionniste :

Face au risque de déflation, il faut mener des politiques d'expansion économique et sociale avec une stimulation très forte de la demande susceptible, en, même temps, de consolider l'offre productive. Il faut donc, à la fois :

- Accroître les revenus distribués aux salariés et à leurs familles (salaires et revenus de remplacement, minima sociaux..);

- Augmenter fortement leur formation pour faire progresser leurs qualifications en même temps que leur pouvoir d'achat, de façon à ce que le surcroît de demande ainsi créé ne se traduise pas par une envolée durable des importations;

- Conditionner les programmes d'investissements nécessaires à des objectifs chiffrés de créations d'emploi et de formations, et progresser dans la sécurisation de l'emploi et de la formation au lieu de la précarisation généralisée ;

- Et, surtout, relancer massivement tous les services publics, On répondrait aux besoins populaires (santé, éducation, logements sociaux, transports collectifs, culture...). On impulserait un surcroît de demande (demande publique) capable d'absorber les productions supplémentaires engendrées par les nouveaux investissements. Mais on consoliderait en même temps l'efficacité de l'offre productive. Les dépenses de services publics nationaux et locaux sont, en effet, les seules dépenses susceptibles de contribuer, à la fois, à développer la demande, ne serait-ce que par la création d'emplois et d'équipements publics, et à économiser sur les coûts matériels et financiers de production, à gagner en efficacité. Par exemple, des progrès de la santé et de l'éducation, de la recherche ou des transports collectifs accroissent la productivité globale du système productif !

2- Maîtriser et réorienter la politique monétaire et le crédit bancaire :

Il s'agit que la création de monnaie de la banque centrale serve effectivement à soutenir la demande et relancer l'emploi :

► La monnaie créée par la BCE doit servir à une grande expansion sociale, au lieu de soutenir le marché financier. Il faut rompre avec le pacte de stabilité et le dogme de la croissance zéro des dépenses publiques. Il faut promouvoir la proposition du PCF, reprise par le Front de gauche et le PGE, de créer un « Fonds social, solidaire et écologique de développement européen ». Il recueillerait la monnaie créée par la BCE à l'occasion des achats de titres publics émis par chaque pays pour le financement de ses services publics. Démocratisé, il redistribuerait alors cette monnaie à chaque État selon les besoins sociaux et culturels propres de son peuple.

► La création monétaire de la BCE doit être relayée par les banques. Ce n'est pas le cas en France où la BPI ne sert en aucune façon à changer les règles et critères du crédit et à modifier les comportements bancaires. Il faut en finir avec les allègements de « charges sociales » des entreprises et lui substituer des allègements conditionnels des charges financières. Cela, grâce à un nouveau crédit sélectif pour leurs investissements matériels et de recherche. Son taux d'intérêt serait modulé: plus les entreprises programmeraient d'emplois et de formations correctement rémunérés en investissant et plus le taux d'intérêt des crédits des banques serait abaissé jusqu'à 0%, voire en-dessous (non remboursement d'une partie des prêts). Tout de suite, la trentaine de milliards d'euros annuels dévolus aux allègements de cotisations sociales patronales pourraient doter un Fonds national pour amorcer ce nouveau crédit, via des bonifications d'intérêts. Décentralisé, il pourrait être saisi dans les territoires. Il formerait un pôle public bancaire et financier avec la BPI, la Caisse des dépôts, la Banque postale, les banques mutualistes, ainsi que des banques nationalisées.

Il s'agirait, sur cette base, d'exiger un changement radical de la politique monétaire de la BCE : son refinancement des crédits bancaires serait d'autant moins coûteux (taux d'intérêt abaissé jusqu'à zéro voire moins) que ces crédits serviraient à financer des investissements programmant plus d'emplois et de formations correctement rémunérés.

GRÈCE

Le tournant anti-austérité ?

Après cinq années des remèdes de cheval austéritaires infligés en pure perte à la Grèce par la coalition PASOK (sociaux démocrates) / Nouvelle Démocratie (droite) sous la direction de la commission européenne et du FMI, le peuple grec pourrait bien dire stop et ouvrir une nouvelle ère. En effet, alors que le Parlement grec vient de confirmer pour la 3e fois son refus d'élire Dimas, le candidat de la coalition gouvernementale à l'élection présidentielle, des élections législatives sont convoquées pour le 25 janvier. Syriza, le Front de gauche grec, donné en tête dans les sondages pourrait conduire le pays sur une nouvelle voix : celle du redressement et de la réponse aux urgences sociales.



Les marchés, l'union européenne et le FMI exercent une pression maximale

Mais rien n'est fait. La Grèce et le désir d'alternative du peuple grec subissent depuis quelque jours un feu nourrit pour l'affaiblir. Celui des marchés (les taux d'intérêts ont bondit de 8,5 % à 9,5 % en quelques jours) et de la bourse. Celui du FMI qui a suspendu son « aide » en attendant le nouveau gouvernement afin de s'assurer que les citoyens grecs votent « comme il faut ». Celui des émissaires politiques de la commission européenne, comme Pierre Moscovici il y a peu, chargé de sermonner les égarés.

Laissons parler les peuples européens

Le peuple grec est adulte. Il doit décider librement de son avenir, comme tous les peuples européens. Nous sommes en effet collectivement à la croisée des chemins. Nous le voyons bien, avec la progression des forces authentiquement de gauche en Espagne, au Portugal, en Irlande et un peu partout en Europe, la perspective d'un changement radical de politique économique mettant fin au règne de la finance et priorisant l'humain, les solidarités et la planète, prend une consistance nouvelle. Les puissances de l'argent l'ont bien compris, redoutant un effet domino à l'échelle européenne.

Un Front européen anti-austérité

A Athènes comme à Paris, ce sont bien ces recettes libérales inutiles et dangereuses qu'il est possible de remettre en question. Ces recettes comme celles contenues dans la triste Loi Macron, inspirées par le MEDEF et qui fait consensus de la direction du PS à nombre d'élus UMP.

Il faut faire du neuf. En France comme en Europe, des forces considérables, politiques, associatives, syndicales et citoyennes se rassemblent pour construire une perspective positive.



Déclaration du Front de gauche sur les élections départementales

Le 17 décembre 2014

Les élections départementales de mars 2015 seront un test politique important.

Elles interviendront dans un contexte d'aggravation de la politique libérale conduite par le président de la République et son gouvernement, une politique au service du MEDEF dont le cours autoritaire face aux luttes populaires renforce le discrédit sans précédent de l'exécutif.

La crise politique s'aggrave de jour en jour, la base sociale du président et de son premier ministre ne cesse de se réduire. Ce pouvoir est aujourd'hui minoritaire dans le cœur de celles et ceux qui restent attachés aux valeurs de la gauche. Minoritaire dans le peuple, sans majorité absolue à l'Assemblée Nationale, battu au Sénat, l'exécutif n'a pas la légitimité pour appliquer une politique, contraire à ses engagements électoraux, qui divise et décourage le monde du travail, les classes populaires et la jeunesse...

Cette crise politique est désormais une crise de régime, celle de cette monarchie présidentielle qu'est la 5ème République.

Pour les populations déjà durement éprouvées, les conséquences sont très lourdes. Les départements sont en effet un maillon essentiel des politiques publiques dans notre pays. Avec 72 milliards d'euros de dépenses chaque année, ils gèrent notamment toutes les politiques sociales : assistantes sociales, versement des allocations de solidarité (RSA, APA, PCH, ...), placement et suivi des mineurs étrangers, politiques en direction de l'enfance en danger, PMI, etc ...

Cette situation est d'autant plus dangereuse qu'elle ouvre la voie au retour d'une droite confortée dans ses choix réactionnaires; elle permet au Front national en masquant ses véritables objectifs, de se présenter comme une alternative.

Le Front de gauche s'oppose à la fois à la politique d'austérité menée par le gouvernement et à l'offensive de la droite et de l'extrême droite.

En dépit de multiples protestations, l'existence même des départements est menacée. Manuel Valls passe en force.

Pourtant le nouveau découpage des cantons est l'objet de nombreux recours auprès de la justice, le sort réservé aux départements en liaison avec la mise en place des métropoles n'est pas connu et les compétences des conseillers départementaux n'ont pas encore été clarifiées.

La réforme territoriale mise en place cherche uniquement à répondre aux impératifs sans fin de compétitivité des grandes entreprises, par la mise en concurrence des territoires, l'éloignement des citoyennes et des citoyens de leurs élu-e-s, la mise en cause des services publics pour préparer leur externalisation et le transfert de tout ce qui est rentable pour satisfaire aux exigences financières des groupes privés. Elle rompt avec les principes républicains d'égalité et de solidarité territoriale. Le soi-disant « choc de simplification » est une recentralisation qui se fait au détriment du bien commun que constitue la démocratie locale. Il s'agit en réalité d'un processus « dé-constituant » qui mine toujours plus la souveraineté populaire.

Cette réforme s'inscrit dans le cadre des politiques d'austérité qui cherchent à soumettre toute l'Union européenne aux exigences des marchés. Les collectivités territoriales sont sommées de réduire leurs dépenses et leurs effectifs, condamnées à voir leurs dotations drastiquement réduites alors qu'elles assurent 70% de l'investissement public et jouent un rôle indispensable en période de crise pour les populations.

Déjà des coupes budgétaires touchent de nombreux secteurs. Le financement des associations, les politiques culturelles et sportives sont remis en cause.

En supprimant « l'entrave à la concurrence » que constitue la clause de compétence générale des collectivités, le gouvernement est cohérent : il s'inscrit dans le cadre de la négociation du Grand Marché Transatlantique (TAFTA).

Il faut ouvrir une autre voie.

Le Front de Gauche veut être un outil au service de cet objectif.

Le Front de gauche appelle à susciter la plus large implication citoyenne possible, bien au-delà des partis politiques, de celles et ceux qui opposent la nécessité de politiques alternatives aux choix de ce gouvernement, qu'il s'agisse de syndicalistes, de personnalités de la vie associative ou de simples citoyen-ne-s engagé-e-s.

Mobilisons-nous pour sauvegarder et promouvoir les politiques publiques de solidarité que nos élu-e-s se sont efforcé-e-s de mettre en œuvre dans de très nombreux territoires, pour faire échec aux politiques d'austérité et à la réforme territoriale.

Mobilisons-nous pour développer une démocratie de proximité, ajustée aux besoins et à l'expérience des citoyens.

Nous les appelons à ne pas traduire leur déception par l'absentéisme, à contribuer par leur vote à faire émerger une alternative de transformation sociale et écologique dans tout le pays, à faire élire de nombreuses élues et élus qui défendront ces orientations dans les collectivités locales en empêchant la droite et l'extrême-droite de gagner la très grande majorité des départements.

Au plan national nous entendons prendre appui sur ces élections pour mettre en mouvement une force capable de construire l'alternative nécessaire à gauche, en nous appuyant sur les luttes et les résistances qui s'opposent à la politique suivie et que nous entendons contribuer à développer.

Rien n'est possible sans la mise en mouvement du peuple, sans la mise en mouvement des citoyennes et des citoyens qui aspirent à un renouveau de la politique.

C'est sur ces bases que le FdG entend impulser des candidatures citoyennes dans tout le pays.

Nous n'entendons pas le faire seuls.

C'est pourquoi nous, l'ensemble des composantes du FdG, nous adressons à tous nos partenaires potentiels de la gauche et de l'écologie qui refusent la politique du gouvernement. Nous voulons construire ces candidatures avec celles et ceux dont l'engagement associatif ou syndical témoigne de la volonté d'imposer une autre politique.

Ensemble nous pouvons résister à l'austérité, promouvoir la démocratie locale et l'intervention citoyenne, contre la réforme territoriale. Nous voulons gagner des élus prêts à agir sur ces bases pour construire de nouvelles majorités anti-austérité dans les Conseils Départementaux.

Le FdG invite toutes celles et ceux qui se reconnaissent dans cette démarche à construire des candidatures de large rassemblement en s'appuyant sur des assemblées citoyennes, au niveau des cantons, pour discuter et décider dans la concertation du contenu des propositions et des candidatures. Cette démarche contribuera à impulser une dynamique populaire indispensable pour gagner.

Le FdG propose que l'ensemble de ces candidatures soit identifié nationalement par une appellation et des propositions inscrites dans un document qui fasse référence. Dans chaque département ces candidatures se présenteront comme une alternative à celles des forces qui soutiennent la politique gouvernementale.

Le FdG entend contribuer à cette construction commune en proposant des actions et des mesures permettant de répondre aux urgences sociales et écologiques actuelles.

-Agir contre les politiques d'austérité dans les départements, contre la réduction des dotations aux collectivités locales imposées par le gouvernement, contre les diktats de l'Europe.

-Dans l'esprit de la VIème République à laquelle nous aspirons, combattre la réforme territoriale et donner plus de pouvoirs aux citoyens par une démocratie participative de proximité. Construire une véritable coopération de projets entre les territoires, basée sur la solidarité et non sur la concurrence.

Nos élu-e-s respecteront des principes susceptibles de rétablir la confiance en la politique par de bonnes pratiques de gestion, la transparence des décisions, la participation citoyenne, les comptes rendus de mandat, l'exigence de probité, la lutte contre le trafic d'influence, et tendre vers le non cumul des mandats.

-Soutenir les mobilisations contre l'austérité, ainsi que celles qui promeuvent un nouveau type de progrès humain durable, non productiviste, respectueux de la planète, tourné vers la satisfaction des besoins sociaux, l'égalité hommes-femmes.

-Affirmer notre solidarité avec les mouvements sociaux contre la répression patronale ou gouvernementale et la criminalisation de ces mouvements.

Définir les grands axes d'une politique alternative à l'échelle des territoires :

- Réforme globale de la fiscalité locale permettant plus de justice et mettant à contribution les actifs financiers des grandes entreprises.

- Construction entre les départements, les communes et l'État, de politiques publiques de solidarité et notamment d'un véritable service public d'aide à la personne dans lequel l'État assurerait la responsabilité du financement des allocations sociales en se basant sur la solidarité nationale.

- Mesures d'urgences pour les collectivités qui sont asphyxiées financièrement, en leur permettant l'accès à des crédits à taux bas, comparables à ceux que la BCE distribue aux banques (0,05%) et en refusant le paiement des emprunts toxiques.

-Engager une transition écologique dans chaque département en matière de transports publics, de soutien à l'agriculture paysanne, de protection de la biodiversité, de gestion naturelle des massifs forestiers, de désobéissance aux règles européennes de libre échange et de privatisation des sous-sols (GMT-TAFTA)...

-Nous refusons les projets qui ne répondent pas à l'intérêt général et sont écologiquement nuisibles et exigeons le recours au référendum quand un projet local est contesté.

Lettre ouverte pour les salariés du 57 Bd de Strasbourg : Nous exigeons l'application de la Loi !

Madame la Ministre de la Justice, Monsieur le Ministre du Travail, Monsieur le Ministre de l'Intérieur, Madame la Ministre des affaires sociales, de la Santé et des Droits des Femmes, Monsieur le Ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, Monsieur le Défenseur des Droits,

Victimes d'un « système mafieux » qui, abusant de la particulière vulnérabilité de ressortissants étrangers sans-papiers, organise une véritable traite des êtres humains en plein cœur de Paris, dans le pays qui se proclame la patrie des droits de l'Homme, les 18 salarié-e-s du 57 Bd Strasbourg sont désormais en lutte depuis le 22 mai 2014, soit depuis plus de 6 mois.

Au péril de leur sécurité - certain-e-s ayant fait l'objet de menaces de mort tout comme les militants qui les soutiennent - ils et elles ont osé briser l'omerta existant dans les boutiques de coiffure et manucure du quartier «Château d'eau» en dénonçant leur sort.

C'est en leurs noms que nous vous écrivons pour qu'à la violence qu'ils subissent ne s'ajoute pas l'injustice.

Car, à ce jour, ils se voient toujours refuser le bénéfice des dispositions de l'article L316-1 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile qui prévoit la délivrance d'une carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale » à l'étranger qui dépose plainte contre une personne qu'il accuse d'avoir commis à son encontre l'infraction visée à l'article 225-4-1 du code pénal.

Sans papiers, sans droits, sans contrat de travail, isolé-e-s, sans-domicile fixes pour la plupart, victimes dans leurs pays d'origine, ils et elles sont pourtant sans conteste victimes de « traite des êtres humains » au sens de l'article 225-4-1 du code pénal, à savoir « le recrutement de personnes en situation de vulnérabilité, à des fins d'exploitation et dans des conditions de travail contraires à la dignité humaine ».

Alors que l'État devrait placer ces personnes sous sa protection pour avoir dénoncé ce système organisé d'exploitation, la Préfecture de Police refuse encore aujourd'hui d'examiner leur situation en vue d'une régularisation en tant que victimes de traite.

Alors que les intérêts de toutes et tous sont mis à mal par ces patrons voyous (perte fiscale, perte de cotisations pour les caisses sociales...), le silence et l'immobilisme du gouvernement est incompréhensible et inacceptable.

Cette attitude qui confine à la complicité passive adresse par ailleurs un bien funeste message aux salarié-e-s qui subissent ce système tout en rassurant les patrons qui en profitent !!!

Nous exigeons l'application du droit, c'est-à-dire la protection, à commencer par la régularisation de ces salarié-e-s et la poursuite des employeurs par les services de l'État.

Les théories inacceptables échafaudées autour d'une « peur de l'appel d'air » qui justifient déjà la « gestion » féroce des flux migratoires vont-elles en outre servir à tolérer au XXIe siècle la traite des êtres humains en plein cœur de la Capitale ?

Le combat exemplaire de ces salarié-e-s c'est celui de tous les travailleurs : celui du respect du Droit du travail pour chacun des salarié-e-s de ce pays !

Le patronat à travers ce système de traite place le principe de dumping social à un niveau inégalé en France.

Alors même que l'article 23 de la déclaration universelle des droits de l'Homme assure un droit de travail décent pour tous, comment vous, ministres en exercice, pourriez-vous accepter une telle atteinte aux principes fondateurs de notre République ?

Un État de droit se doit de protéger toutes celles et tous ceux qui travaillent sur son territoire !

Nous attendons de vous que vous mettiez un terme à cette situation qui n'est plus tolérable et que les droits de ces victimes soient enfin respectés.

Premiers signataires :

ACORT, ATMF, CGT Police Paris, CGT Préfecture de Police de Paris, Collectif des cinéastes pour les sans-papiers, Collectif Ivry de Vigilance Contre le Racisme, Droits Devant !!, Ensemble !, FASTI, Fédération de Paris du PCF, FSU 75, GISTI, La CIMADE IDF, LDH, MRAP, NPA, ONG Tunisia Woman, PCF 10e, PG 10e, PCF, PG, PG Paris, Parti Socialiste de Gauche, RAJFIRE, Réseau Chrétien Immigrés, RESF, SUD Commerce IDF, Syndicat de la Magistrature, Syndicats de l'inspection du travail (CGT Travail-Emploi Paris, SNTFFP-CGT, SNUTEFE-FSU, SUD Travail), Union Locale CGT du 10e, Union Départementale CGT Paris, Union Syndicale Solidaires, Union Syndicale CGT Commerce Paris, Union Syndicale de la Psychiatrie

Coups de gueule



Marie-George Buffet

25 décembre, 21:03

Un maire a décidé d'enfermer des bancs. l'image est là, ce maire a dépensé de l'argent public pour ériger de belles grilles autour d'un banc, un banc public ou les amoureux...chantait Brassens.

Mais le poète a disparu et la course à la bêtise haineuse fait rage pour flatter et racoler ceux et celles qui se délectent de la peur de l'autre. Mais, si un jour on élève une grille contre un sans domicile, le lendemain contre un immigré, le troisième jour contre un gréviste... et si le quatrième, c'était vous ou moi!

Je n'aime plus · Commenter · Partager · 1 806 166 652

26 décembre, 13:51

Cette nuit, le maire UMP d'Angoulême a fait enlever ses prisons pour bancs, mais restons vigilant-es, il peut demain congeler les fontaines pour éviter d'être débordé par les assoiffés!!!



Patrick Le Hyaric

4 h ·

Cher(es) confrère(s)journalistes

Ce n'est pas parce que le parlement Grec refuse - malgré des pressions venues de toute part- majoritairement L'austérité et comme président du pays un envoyé de la commission de Bruxelles que s'ouvre une " période d'instabilité politique " comme vous ne cessez de le répéter.

Dire cela n'a d'autre objectif que de faire peur . C'est la même méthode employée au moment du débat sur le projet de traité constitutionnel . NON , il y aura maintenant des élections législatives et de celles-ci sortira une majorité. Votre rôle n'est pas d'être les gardiens d'un système en faillite. Ceci ne fait que décrédibiliser la profession. Confraternellement !

Je n'aime plus · Commenter · Partager · 121 6 49

Congrès du MJCF: Combats le capitalisme, construis ton avenir ! le 18 décembre 2014

Demain nous appartient

COMBATS LE CAPITALISME
CONSTRUIS
TON AVENIR

Rejoins-nous!

jeunes-communistes.org



Alors que les jeunes sont frappés de plein fouet par la crise et l'austérité, le gouvernement accorde plus de crédit(s) aux capitalistes.

Quand plus de 22% des jeunes sont au chômage, que 22,5% des jeunes vivent sous le seuil de pauvreté, Hollande et ses ministres accordent des milliards aux entreprises.

Santé, culture, logements, lycées, facs, boulots, tous les pans de notre avenir sont pris en grippe ! **Notre génération a été gavée de phrases toutes faites sur fond de fatalisme**, mais pourtant ces possibles existent et nous sommes bien déterminés à piétiner l'austérité imposée. **Demain nous appartient, nous combattons le capitalisme pour construire notre avenir !**

C'est dans ce cadre que le MJCF tiendra son congrès ce week-end à Gennevilliers.

Nos débats seront nourris des échanges, de l'expérience de nos vies, des rencontres avec nos voisins, nos camarades de classe...

La première organisation politique de jeunes réunira 500 délégués pour construire un mouvement qui répond aux besoins des jeunes.

A l'heure de la crise et de la défiance de la politique, **l'éducation populaire est au cœur de notre organisation**. A travers nos tournois sportifs, nos concerts, nos cours de soutien scolaire, nous affirmons que la politique se fait dans nos cités, nos écoles, nos associations ...

Notre ambition est claire, en 2017 nous serons 20.000 adhérents au MJCF.

Ce congrès est pour nous jeunes communistes l'occasion d'affirmer nos campagnes nationales :

Réaffirmer que nous sommes le cœur battant de la production de savoirs et de richesses.

Pendant que les actionnaires nous exploitent pour augmenter leurs profits, pendant que le MEDEF se prend pour un pigeon pour au final se gaver comme une oie, **SANS NOUS RIEN NE TOURNE !** Nous voulons reprendre les pouvoirs qui nous ont été arrachés et choisir notre parcours de vie.

Lors de notre dernier congrès en 2010, nous lançons une campagne pour la paix en Palestine et demander la libération de Salah Hamouri, un jeune franco-palestinien enfermé dans les geôles israéliennes. Depuis Salah a été libéré, l'Assemblée Nationale a reconnu l'État de Palestine, devenu entre temps membre observateur à l'ONU.

Notre action sans relâche pour une paix durable au Proche Orient a connu d'importantes avancées. Pourtant beaucoup reste à faire. La situation en Palestine, l'implication du gouvernement français dans la colonisation et les solutions au conflit sont encore trop méconnues.

C'est pourquoi un livre fruit de la rencontre entre Salah Hamouri et Nordine Idir (Secrétaire Général du MJCF), Palestine-France. Quand les jeunes résistent, sortira au moment du congrès.

Salah Hamouri & Nordine Idir

Palestine - France
Quand les jeunes résistent

Regards croisés

LE TEMPS DES CERISES



Nous ouvrons grandes les portes du débat. En mêlant aspirations, attentes des jeunes avec nos propositions, nos campagnes : notre congrès sera un moment phare pour la jeunesse de ce pays. Nous sommes en route pour inventer et marcher sur les sentiers de l'ambition révolutionnaire au service des jeunes !

Soyons la Génération Révolution !

Le travail du dimanche : un danger pour les jeunes !
le 16 décembre 2014



Alors que le gouvernement a présenté la semaine dernière la loi Macron, qui prévoit de porter atteinte encore une fois au droit du travail, des mobilisations commencent à naître au sujet d'une disposition : le travail du dimanche. Le projet de loi du ministre de l'économie Emmanuel Macron prévoit de libéraliser les dispositions qui règlementent le travail ce jour de la semaine : rémunération supplémentaire et volontariat seraient au menu pour doper l'économie française. Les jeunes communistes soutiennent clairement les mobilisations sociales qui refusent la déréglementation du travail du dimanche et in fine sa généralisation. Non par nostalgie mais par justice.

En effet, si le travail du dimanche se généralisait, cela signifierait pour les jeunes de nouvelles atteintes à leurs droits. Combien d'entreprises vont se porter vers les publics de jeunes, de femmes et des plus précaires au nom de considérations pratiques ? Avec une généralisation progressive du travail du dimanche, ce jour sera rémunéré à terme comme un jour normal de la semaine. De même, le volontariat est très relatif quand les bas salaires et les contrats courts sont la norme pour nous...

Derrière l'idée de complément de revenu, c'est l'idée de repos, de temps libéré pour réussir ses études, accéder à des activités culturelles qui est menacée. Quand 70% des étudiants sont déjà salariés, que le taux de chômage des jeunes est au double de la moyenne nationale, ce gouvernement pense-t-il vraiment que cette mesure est efficace ?

Les jeunes seront les premières victimes de mesures faites pour accroître les marges des entreprises. C'est dans cet esprit que les jeunes communistes feront entendre les préoccupations des jeunes pour réussir leur parcours et sortir des sentiers de la précarité.

Le Parlement européen se prononce pour un État palestinien Patrick Le Hyaric

À la suite de plusieurs parlements nationaux dans l'Union européenne, le Parlement européen vient de voter (498 votes pour et 88 votes contre), ce mercredi 17 décembre 2014, une résolution dite de « compromis » c'est-à-dire qu'elle est le résultat de discussions entre les différents groupes du Parlement européen.

Dans ces débats, nous n'avons ménagé aucun effort pour obtenir la meilleure résolution possible. L'objectif est d'aider au mieux le peuple palestinien et l'autorité palestinienne dans leur combat pour qu'enfin soient reconnus leur souveraineté et leurs droits.

La résolution adoptée est donc un pas de plus appuyant la reconnaissance de l'État palestinien dans les frontières de 1967.

Même si nous aurions souhaité un texte plus clair et plus précis, nous l'avons soutenu, dès lors qu'il peut constituer un point d'appui.

Ainsi, à l'article 1, il est écrit : « Le parlement européen soutient le principe de la reconnaissance d'un État palestinien et la solution à deux États et estime que ceci doit aller de pair avec le développement des pourparlers de paix ».

Article 2 : « Soutient les efforts du Président Abbas et du gouvernement de consensus national palestinien, souligne à nouveau l'importance de consolider l'autorité du gouvernement de consensus palestinien et son administration dans le bande de Gaza, demande un soutien constant de l'Union européenne pour le renforcement des capacités institutionnelles palestiniennes ».

Article 5 : « Réaffirme son soutien ferme à la solution à deux États sur la base des frontières de 1967 avec Jérusalem comme capitale des deux États. Un État d'Israël dont la sécurité doit être assurée aux côtés d'un État palestinien, indépendant, démocratique, contigu et viable, coexistant dans la paix et la sécurité sur la base du droit à l'autodétermination et le plein respect du droit international ».

Article 60 : « Invite la haute représentante, vice-présidente de la Commission à faciliter une position commune de l'Union européenne sur ce sujet ».

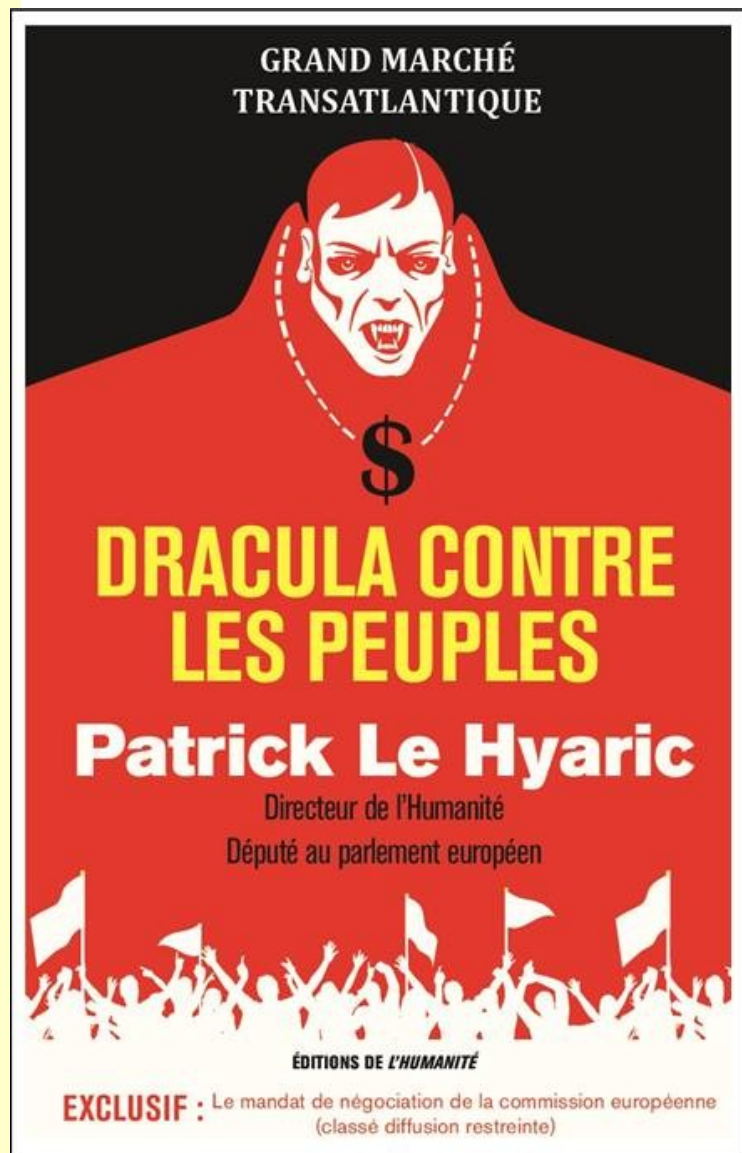
Article 70 : « Décide de lancer une initiative parlementaire pour la Paix », visant à rassembler les différents partis de l'Union européenne, israéliens et le Parlement palestinien pour faire avancer un agenda pour la paix et pour compléter les efforts diplomatiques de l'Union européenne ».

A lire

Dracula contre les peuples

REEDITION ACTUALISEE ET ENRICHIE

Cette réédition attendue, actualisée et enrichie de plus de 65 pages, donne au grand public de nouveaux éléments de réflexion sur les négociations tenues secrètes pour la création d'un Grand Marché Transatlantique. Pour le commander, téléphoner au 01.49.22.72.18



Le conseiller général de Cany-Barville quitte le PS pour le PCF http://www.paris-normandie.fr/detail_article/articles/2183666/je-ne-m-y-reconnaissais-plus



Depuis une semaine, Bruno Thune, conseiller général du canton de Cany-Barville, a quitté le parti socialiste pour rejoindre les rangs du Parti Communiste au sein de l'hémicycle de l'hôtel du Département. Il était militant au parti socialiste depuis 1981, avant de devenir adhérent en 1998. L' élu se confie sur cette décision : «Ma décision a été mûrement réfléchie et cela faisait un certain temps que je ne me reconnaissais plus au sein du PS. J'ai suivi la majorité départementale en bon petit soldat mais j'ai validé des décisions à contrecœur. »

Rééquilibrage

Il cite plusieurs exemples : l'augmentation des tarifs des transports scolaires pour les familles, la baisse des subventions pour les éducateurs en prévention spécialisés, le découpage des cantons. Sur ce dernier sujet, il souligne : « Je ne suis pas contre l'idée de rétablir, d'un point de vue démographique, un équilibre d'un canton à un autre mais en tenant compte du monde rural. »

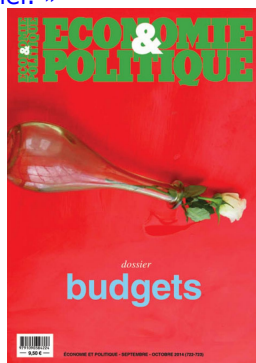
Pour les élections départementales des 22 et 29 mars, le nouveau canton regroupera les secteurs de Saint-Valery-en-Caux, Cany-Barville, Fontaine-le-Dun, Ourville-en-Caux et Fauville-en-Caux, en partie. Bruno Thune a souhaité reconduire un mandat mais il n'a pas pu présenter sa candidature à temps. Il s'explique : « J'ai trouvé un suppléant mais c'était compliqué pour constituer le binôme et trouver une femme ayant la possibilité de s'investir avec moi. Je n'ai pas eu de la part de ma famille politique un soutien dans ma recherche. J'ai pris des contacts mais n'ai pas eu de retour. J'ai même ressenti qu'il y avait des personnes qui préparaient les élections sans m'en faire part. »

Le PS semble opter pour le binôme Jean-François Mayer, vice-président du conseil général qui n'est pas membre du PS, et Catherine Baudry, suppléante de Bruno Thune en 2011, avec comme suppléants Pasquine Gabel, adjointe à Saint-Valery-en-Caux, et Pascal Vanier, maire de Blossville-sur-Mer.

Bruno Thune n'a peut-être pas dit son dernier mot : « Je ne sais pas encore ce que je vais faire pour les élections départementales. Je me prononcerai courant janvier. »

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"
Économie & Politique
 Dossier budgets



Effondrement du rouble : Les communistes russes (KPRF) dénoncent les politiques "du crétinisme libéral"

http://www.editoweb.eu/nicolas_maury/Effondrement-du-rouble-Les-communistes-russes-KPRF-denoncent-les-politiques-du-cretinisme-liberal_a8691.html

Les Députés de la faction du Parti communiste de la Fédération de Russie (KPRF) à la Douma, par la voix de Valery Rashkin et Sergueï Obukhov, ont envoyé une demande à l'exécutif russe pour modifier la composition des organes directeurs de la Banque centrale et demander que cette dernière lutte contre la spéculation - article et traduction Nico Maury

Le rouble connaît sa plus forte baisse depuis la crise de 1998. Dans ce contexte, la banque centrale a soudainement et fortement relevé son taux d'intérêt directeur de 10,5% à 17%. Cette action a permis une envolée significative de l'inflation. Hier l'effondrement a continué.

"Nous vous demandons d'agir immédiatement, en vertu de la loi, et de votre compétence, pour assurer que les activités de la Banque centrale de la Fédération de Russie continue à servir les intérêts à long terme du pays. Nous demandons d'examiner aussi le renvoi des dirigeants de la Banque de Russie" déclare les députés communistes dans une adresse au Président et au Premier ministre de la Fédération de Russie.

Selon la Constitution de la Fédération de Russie, le Président de la Banque centrale est nommé et révoqué par la Douma d'État, par le Président de la Fédération de Russie. Conformément à la loi "sur la Banque centrale de la Fédération de Russie" les membres du conseil sont nommés par le Président de la Douma d'État en accord avec le Président.

Lutter contre la spéculation, l'urgence des communistes

Les députés du Parti Communiste notent que la protection et la stabilité du rouble est la fonction principale de la Banque centrale. Cependant, ils dénoncent la politique budgétaire récente qui conduit l'économie russe dans l'impasse. En outre, elle conduit à l'inflation et à la dévaluation du rouble.

Les députés communistes demandent que des mesures coordonnées strictes soient prises pour décourager les spéculateurs et la spéculation sur le rouble. Les communistes déclarent que la Banque centrale n'a pas pris les mesures nécessaires. "Il faut cesser de développer le marché financier en Russie et de promouvoir une réduction de l'offre de monnaie responsable d'une forte baisse de la disponibilité du rouble pour les entreprises et les citoyens, il faut revoir le développement du système bancaire russe et arrêter la privatisation des établissements de crédit".

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.

<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>

